

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 26 mai au 30 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Kenya** : La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025 (-0,5 pt)
- ❖ **Maurice** : Signature d'un accord avec le Royaume-Uni pour la rétrocession des îles Chagos
- ❖ **Somalie** : Nouveau cadre réglementaire du secteur aval pétrolier

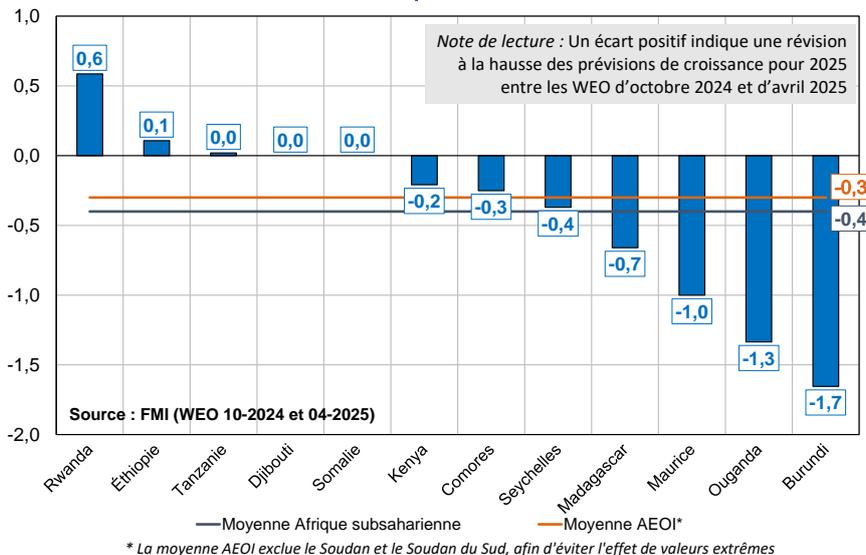
LE CHIFFRE A RETENIR

-0,3 pt

AEOI : REVISION A LA BAISSÉ DES
PRÉVISIONS DE CROISSANCE DU FMI
POUR 2025 (A 4,9 %)

Le graphique de la semaine

AEOI : révision des prévisions de croissance du FMI pour 2025 - écarts en points de PIB -



En avril 2025, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'AEOI en 2025, à +4,9 % (soit -0,3 pt par rapport aux dernières prévisions d'octobre 2024). Cette révision s'explique principalement par la nouvelle donne américaine, affectant particulièrement les pays les plus exposés aux marchés et aux financements américains, comme Madagascar (-0,7 pt) et, dans une moindre mesure, le Kenya (-0,2 pt). Des facteurs internes pèsent également, en particulier au Burundi (-1,7 pt), en l'absence de mise en œuvre de l'agenda de réformes et en Ouganda (-1,3 pt), alors que la production pétrolière ne démarrerait partiellement qu'en 2026. La révision à la baisse de la croissance mauricienne (-1,0 pt) s'explique à la fois par une forte exposition commerciale au marché américain et à une consolidation budgétaire significative.

BURUNDI

Lancement du Burundi-Rwanda Integrated Development Project (BRIDEP)

Le gouvernement burundais et la Banque africaine de développement ont lancé le 20 mai 2025 à Bujumbura la composante burundaise du BRIDEP. Le projet vise à améliorer la production agricole, les liaisons de transport transfrontalières et à faciliter le commerce entre le Burundi et le Rwanda afin d'assurer la transformation rurale et la réduction durable de la pauvreté. Le projet sera mis en œuvre sur six ans (2024-2029) avec un budget de 152 M USD. La moitié du financement est assurée par la Banque africaine de développement tandis que le reste est cofinancé par le Fonds international de développement agricole et le gouvernement burundais.

COMORES

Conclusion positive de la mission du FMI à l'issue de la 4^{ème} revue du programme FEC

La mission du FMI a annoncé le 22 mai un accord avec les autorités comoriennes à l'issue de la 4^{ème} revue du Programme de Facilité élargie de crédit (FEC), qui s'est déroulée du 29 avril au 13 mai. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, une nouvelle tranche de 4,7 M USD pourra être octroyée, portant les décaissements cumulés à 23,5 M USD sur un total de 43 M USD. La mission du FMI a cependant constaté un affaiblissement des résultats du programme : trois des dix repères structurels ont été réalisés entre novembre 2024 et avril 2025, et seuls deux des cinq critères quantitatifs ont été atteints fin 2024 (objectifs de recettes fiscales et de solde primaire).

ÉTHIOPIE

Le pays met en service un nouveau parc éolien de 100 MW en Oromia

L'Éthiopie a mis en service les premières turbines du parc éolien d'Assela d'une capacité de 100 MW, situé dans la région d'Oromia à 150 km au sud d'Addis-Abeba. Le projet, qui comptera 29 turbines d'ici fin 2025, devrait produire près de 300 GWh d'électricité par an, soit l'équivalent de la consommation de 140 000 foyers. Porté par l'entreprise publique Ethiopian Electric Power, ce projet a été financé à hauteur de 146 M EUR par le Danemark via un prêt de Danske Bank (117,3 M EUR) et une subvention (28,7 M EUR) de l'Agence danoise d'aide au développement. Les travaux et les turbines ont été fournis par le constructeur hispano-allemand

Siemens-Gamesa. Ce parc éolien contribue ainsi à diversifier le mix électrique éthiopien dominé par l'hydroélectricité (96 %) et s'inscrit dans la stratégie *Global Gateway* de l'Union européenne, qui vise à financer des infrastructures durables dans les pays émergents grâce à des financements publics et privés.

La Banque centrale poursuit la réforme du marché des changes

Le 20 mai 2025, la Banque centrale éthiopienne (NBE) a adopté de nouvelles mesures de libéralisation du marché des devises étrangères. Cette nouvelle directive inclut l'augmentation du plafond des avances faites aux importateurs, de 5 000 USD à 50 000 USD par transaction d'importation. Pour les particuliers souhaitant se rendre à l'étranger, le plafond de devises étrangères accessible est réhaussé à 10 000 USD pour les déplacements personnels et à 15 000 USD pour les voyages d'affaires. Enfin, la directive instaure un plafond des frais et charges appliqués par les banques commerciales lors de la vente de devises à 4 % du montant de la transaction. Les frais appliqués seront par ailleurs rendus publics sur le site de la NBE. Ces mesures s'inscrivent dans un effort de renforcement des opérations et de la liquidité du marché des devises, dans lesquelles s'inscrivent également les adjudications bimensuelles de devises.

KENYA

La Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025

Dans le cadre son [Economic Update](#), la Banque mondiale a revu sa prévision de croissance 2025 pour le Kenya à la baisse (-0,4 pt, à +4,5 %). Malgré l'amélioration de certains indicateurs macroéconomiques depuis 2024 (baisse de l'inflation, stabilisation du taux de change et hausse des réserves), les taux d'intérêts réels sont encore très restrictifs. La Banque mondiale a suggéré d'accélérer les réformes économiques en améliorant la gestion des finances publiques, l'efficacité des dépenses et la gouvernance, afin de renforcer la confiance des investisseurs et de stimuler l'activité économique.

Cession envisagée d'une partie du capital de l'opérateur de télécommunications Safaricom

Le gouvernement prévoit de vendre une partie du capital du géant régional des télécommunications, Safaricom. Cette vente s'inscrit dans le cadre du plan de privatisation du gouvernement, qui a sélectionné 35 entreprises publiques pour ces cessions avec pour objectif de lever 1 Md EUR afin de faire face ses dépenses pour l'exercice 2025-26 et notamment l'augmentation des remboursements de la dette. Lors de la première opération en 2008, l'État

avait cédé 25 % de Safaricom à des investisseurs par le biais d'une offre publique initiale, et a conservé une participation de 34,9 % dans l'opérateur. La cession annoncée pourrait se révéler la plus importante transaction dans la région, avec une vente de 5 à 10 % du capital pouvant rapporter entre 272 M EUR et 545 M EUR au prix de 0,14 EUR par action.

MADAGASCAR

Lancement de la phase d'expérimentation de l'e-Ariary par la Banque centrale

La Banque centrale malgache (BFM) a lancé le 23 mai la phase d'expérimentation de 10 mois de la *Central Bank Digital Currency* (CBDC) ou *e-Ariary*, première monnaie numérique malgache de la BFM. Émise uniquement par la BFM, l'e-Ariary aura cours légal sur le territoire malgache et devrait être progressivement déployée au niveau national à partir de mai 2026. L'e-Ariary vise notamment à permettre un accès inclusif aux moyens de paiement réglementés et services financiers en complétant les solutions de *mobile money*, ainsi qu'une meilleure traçabilité des transactions financières. L'e-Ariary sera expérimenté par des entités publiques (Directions générales du Trésor et des Impôts) et privées (banques commerciales, opérateurs de *mobile money*, instituts de microfinance). Les six premiers mois de la phase d'expérimentation consisteront en une intégration technique avec les intermédiaires financiers, un suivi des tests sur terrain (paiements simples et transferts ciblés de subventions).

MAURICE

Signature d'un accord avec le Royaume-Uni pour la rétrocession des Chagos

Le 22 mai 2025, le Royaume-Uni a signé un accord de rétrocession de l'archipel des Chagos, incluant l'île de Diego Garcia (sur laquelle est installée une base militaire américano-britannique), avec la République de Maurice. Il prévoit le versement par le Royaume-Uni de contributions financières à Maurice, sous forme de paiements annuels pendant une période de 99 ans, débutant à hauteur de 196 M EUR par an pour les trois premières années, puis de 143 M EUR par an à partir de la quatrième année. Ces paiements seront ensuite indexés sur l'inflation à compter de la quatorzième année. L'accord prévoit également la création d'un fonds fiduciaire de 48 M EUR en faveur des populations chagossiennes, dont le versement interviendra un an après l'entrée en vigueur de l'accord, ainsi qu'un fonds de développement économique annuel de 54 M EUR pendant 25 ans, dont le premier versement est prévu trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord.

OUGANDA

La Banque d'Ouganda (BoU) cherche à lever 650 M EUR lors d'une adjudication privée

La BoU a lancé une émission de titres de dette publique d'une valeur de 650 M EUR via une adjudication privée, une opération est inédite dans le pays, tant par son volume que par ses caractéristiques: l'émission de titres du Trésor couvriraient 7 maturités variables allant de 3 à 20 ans. Cette opération met en lumière la volonté du gouvernement d'emprunter sur l'ensemble de la courbe des taux mais également de restructurer le profil de sa dette en repoussant les échéances les plus immédiates. Les taux d'intérêt offerts varient entre 14,1 % et 15,8 %. Par exemple, l'obligation à 20 ans, d'un montant de 105 M EUR, offre un taux de 15 % avec une retenue d'impôt de 10 %. Les autres tranches incluent des obligations à 3, 5, 10 et 15 ans, avec des montants variants entre 56,2 M EUR et 100,1 M EUR.

RWANDA

Lancement du programme d'identité numérique

Le gouvernement du Rwanda investira 8,5 M USD au cours de la prochaine année fiscale 2025/26 pour faire avancer le déploiement du programme national d'identité numérique unique. Le coût total de la mise en place du système d'identification numérique unique (SDIS) devrait s'élever à 38 M USD. La première phase du projet, qui consiste à réaliser des études de faisabilité, est achevée. La prochaine étape, qui devrait débuter le mois prochain, comprend la mise en place de l'infrastructure et le lancement de la campagne nationale d'enregistrement et d'inscription biométrique. Le SDIS est destiné à faciliter l'accès aux services publics, aux services financiers, à l'enregistrement de comptes mobiles et à d'autres services.

SEYCHELLES

Lancement par la banque centrale de son nouveau système de gestion Quantum CORE

La Banque centrale des Seychelles (BCS) a annoncé le 22 mai l'opérationnalisation de son nouveau système bancaire central, dénommé *Quantum CORE Banking System* (QCBS). Cette opération intervient après une phase d'expérimentation et de transition de deux ans. QCBS assure le traitement des transactions bancaires quotidiennes et le suivi des processus de travail dans les différentes divisions de la BCS. Dans le cadre de la modernisation du système

national de paiement, il est interopérable avec les systèmes seychellois de transferts de fonds et de compensation électronique des chèques. Le marché de déploiement de QCBS a été attribué à la société émirienne Intellect Design Arena FZ LLC en mars 2023.

SOMALIE

Nouveau cadre réglementaire de l'aval pétrolier

Le ministère fédéral du Pétrole et des Ressources minières a annoncé un nouveau cadre réglementaire du secteur aval pétrolier. Le « *Petroleum Downstream Regulatory Framework* », qui entrera en vigueur le 21 juin 2025, établit les normes de qualité, les exigences opérationnelles ainsi que les dispositions légales encadrant l'importation, le stockage et la distribution des produits pétroliers et gaziers. Le communiqué accorde un délai d'un mois aux opérateurs pour se conformer à la nouvelle réglementation.

SOUDAN DU SUD

Arrêt de la construction de l'autoroute Djouba Terekeka en raison d'impayés

Selon l'Ambassadeur de Chine à Djouba, les travaux de construction de l'autoroute stratégique Djouba-Rumbek ont été suspendus en raison d'impayés. D'une longueur de 392 km, cette route constitue un axe vital reliant la capitale au centre du pays, facilitant l'acheminement des marchandises et de l'aide humanitaire, notamment durant la saison des pluies. Un premier tronçon de 63 km entre Djouba et Terekeka a été inauguré fin 2022. Le projet est mis en œuvre par l'entreprise Shandong Hi-Speed Group Co., avec un financement de 736 M USD accordé par la China Exim Bank. Il s'agit du premier projet financé dans le cadre de l'accord « pétrole contre construction » avec la Chine, prévoyant le remboursement des prêts en pétrole.

Forte réduction par la CAI du montant réclamé par Vivacell contre le gouvernement

La Cour d'Arbitrage Internationale, en appel, a réduit le montant de la compensation réclamée par l'opérateur de télécommunications Vivacell de 2,9 Md USD à seulement 48 M USD. Vivacell, détenu par le Libanais *Al Fattouch*, avait saisi la Cour réclamant

compensation à la suite de sa fermeture par les autorités sud soudanaises en 2018. Le gouvernement sud soudanais a argumenté que Vivacell n'avait pas renouvelé sa licence obtenue auprès du gouvernement du Soudan avant l'indépendance du Soudan du Sud. En même temps, il l'accusait d'évasion fiscale et réclamait le paiement de 66 M USD de taxes.

TANZANIE

Le paiement mobile se développe grâce au succès de la plateforme de la Banque centrale

La Bank of Tanzania (BoT) a incorporé tous les fournisseurs de services de paiement mobile au sein d'un même système TIPS (Tanzania Instant Payment System) géré par la BoT pour faciliter et sécuriser les transactions. Ce système permet notamment des transferts de fonds entre les 45 fournisseurs de services financiers numériques membres du TIPS en 2024. Un nouveau rapport de la BoT révèle que la plateforme TIPS a traité 453,7 M de transactions pour un montant de 11,0 Md USD en 2024. Le développement du TIPS s'inscrit dans le 3^{ème} plan national pour l'inclusion financière (2023–2028) et passe par la possibilité de conduire des transactions transfrontalières avec les autres membres de la Communauté d'Afrique de l'Est. Malgré l'essor de l'économie numérique, la très grande majorité des transactions courantes s'effectuent en espèces.

La production de lait reste constante sur l'exercice 2024/25

L'agence tanzanienne des produits laitiers (Tanzania Dairy Board – TDB) a annoncé une très légère augmentation de +1,01 % de la production de lait en 2024/2025. Le volume total atteint 4,01 Md de litres. La production reste faible et inférieure à la demande intérieure (12 Md de litres) en raison de la productivité moindre des races locales et des températures élevées dans le pays. Les produits laitiers représentent un secteur en croissance puisque la production de lait n'était que de 2,5 Md de litres en 2020. Alors que 80 % de la production provient de petits exploitants, les pratiques d'élevage et les soins vétérinaires se sont améliorés. La demande de produits laitiers transformés (yaourts, fromages entre autres) augmente aussi du fait de l'urbanisation et de l'émergence d'une classe moyenne.